



UFR PLURIDISCIPLINAIRE

DE BAYONNE/ANGLET/BIARRITZ

**Licence Professionnelle Adjoint de Direction PME-PMI
Année Universitaire 2009-2010**

Epreuve d'Enjeux économiques

Durée : 1h 30

Aucun document n'est autorisé

A l'aide des documents fournis et de vos connaissances vous traiterez le sujet suivant :

Dans le contexte de mondialisation actuelle, vous montrerez dans quelle mesure un haut niveau de protection sociale et un haut niveau de compétitivité sont-ils compatibles ?

DOCUMENT 1

Le niveau élevé des prélèvements sociaux pourrait pénaliser l'emploi. En France, le SMIC brut horaire est de 8,27 euros en juillet 2006. Le coût pour l'employeur est de 11,5 euros. Le gain net pour le salarié est de 6,5 euros. Les prélèvements sociaux sont au total de 5 euros par heure de travail au SMIC, soit un montant équivalent à 77% de la rémunération nette du salarié. Ce pourcentage a doublé depuis les années 1950. Ce poids croissant des cotisations sociales aurait pu jouer un rôle dans la montée du chômage, particulièrement pour les travailleurs peu qualifiés. Certes, les cotisations sociales ouvrent des droits à la retraite, à l'indemnisation du chômage et à l'assurance maladie, et sont des éléments de revenus différés. Mais il n'en reste pas moins que les déséquilibres croissants des différentes branches de la protection sociale, au premier rang desquels figure celui du financement des retraites, augmentent le coût du travail sans forcément améliorer le revenu net des salariés.

Source : Jérôme Gautier et Yannick L'Horty, *Croissance, emploi et développement*,
Édition la découverte, collection repères, 2007

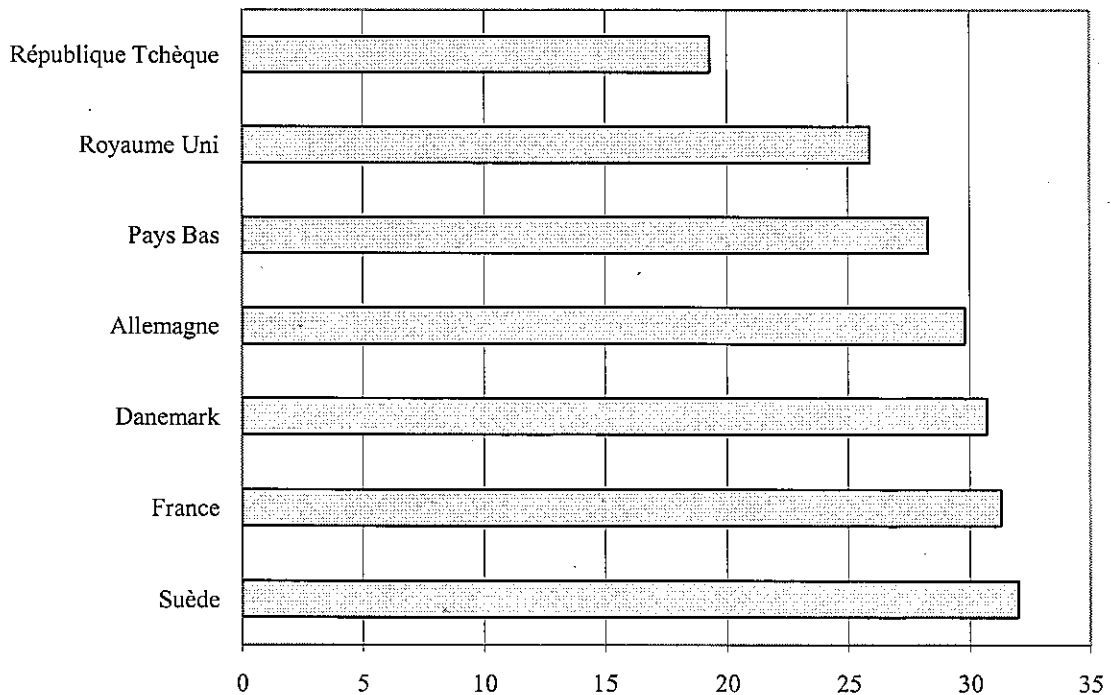
DOCUMENT 2

Les politiques sociales, autrefois conçues dans un contexte keynésien, connaissent au cours des années 1990-2000 une phase de réajustement au nouveau cadre économique, marqué par la domination des politiques néoclassiques centrées sur l'offre et l'orthodoxie budgétaire. Dans plusieurs pays européens, l'usage keynésien des politiques sociales à la fin des années 1970 s'est soldé par un échec économique profond et traumatisant (...) Dès lors, de nouvelles politiques macroéconomiques deviennent progressivement la norme en Europe, elles sont placées sous le signe de la rigueur budgétaire, de la modération salariale, du monétarisme et de la compétitivité des entreprises. (...) L'État Providence doit être mis au service de la compétitivité. Les réformes doivent rendre les systèmes de protection plus favorables à l'emploi, d'une part en réduisant leur coût (notamment des charges sociales qui pèsent sur le travail) et non plus en augmentant les dépenses sociales, d'autre part en développant des incitations de retour à l'emploi.

Source : Bruno Palier, « Diversité et devenir du modèle social européen », *idées* 146, décembre 2006

DOCUMENT 3

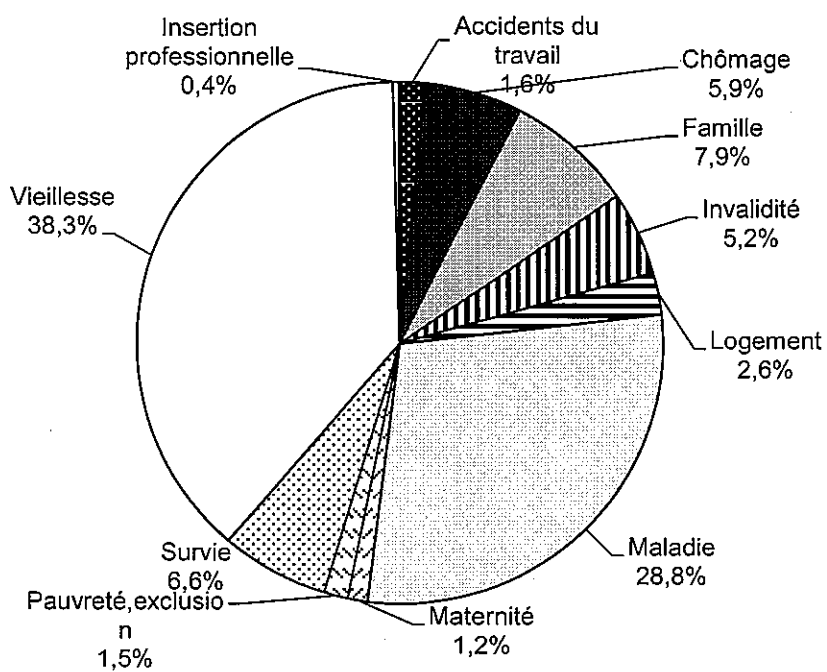
La protection sociale dans l'Union Européenne en 2007 (dépenses en % du PIB)



Source : Eurostat, 2007

Structure des dépenses de protection sociale en France en 2007

(en %)



Source : DREES, Comptes de la protection sociale

in A. BOURGEOIS, M. DUEE, « Les prestations sociales en 2007 », *Études et résultats*, n° 665, octobre 2008